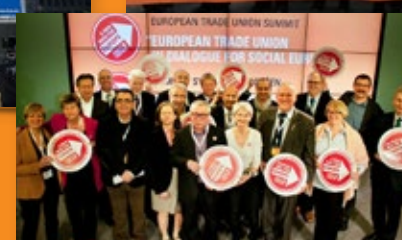


« La pauvreté et l'exclusion touchent actuellement 123 millions de personnes dans l'Union européenne, soit 24 pour cent de la population... Le coût de l'ajustement est supporté par les populations qui sont confrontées à des suppressions d'emplois et des revenus plus faibles depuis plus de cinq ans. Les faibles niveaux de revenu des ménages donnent lieu à une baisse de la consommation intérieure et de la demande, ce qui freine la reprise. Les réussites du modèle social européen, qui avait su réduire considérablement la pauvreté et favoriser la prospérité après la Seconde Guerre mondiale ont été minées par des réformes d'ajustement à court terme. »

Nations unies – Organisation internationale du travail : Rapport sur la protection sociale dans le monde 2014/15

L'EU doit INVESTIR dans une CROISSANCE soutenable et des EMPLOIS de qualité



CONFÉDÉRATION
SYNDICAT
EUROPÉEN
TRADE UNION

CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS

Boulevard du Roi Albert II, 5
1210 Brussels
Tel + 32 2 224 04 11
E-mail : etuc@etuc.org
www.etuc.org

CONFÉDÉRATION
SYNDICAT
EUROPÉEN
TRADE UNION

25 millions de chômeurs

Salaires moyens en baisse dans 18 États membres de l'UE ces 5 dernières années. Pauvreté et inégalités croissantes.

La réponse de l'UE et des gouvernements européens à la crise financière et de la dette a été de couper dans les dépenses publiques. Cela s'est traduit par des pertes d'emplois, des réductions des pensions et des prestations sociales et une dégradation des services publics. Beaucoup de gens disposant de moins d'argent à dépenser, l'économie souffre.

La croissance économique est proche de zéro. L'économie se contracte en Allemagne, elle stagne en France et l'Italie connaît une nouvelle récession.

Les responsables européens commencent à réaliser que l'austérité ne fonctionne pas. Le futur Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, appelle à « un plan ambitieux en faveur de l'emploi, de la croissance et de l'investissement ». Le Président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, plaide pour « un vaste programme d'investissements publics » et « l'élaboration de politiques fiscales axées sur la croissance ».

La CES propose un objectif d'investissement de 2% du PIB de l'UE sur une période de dix ans.

Un plan d'investissement massif associant fonds publics et privés est nécessaire au niveau européen et national.

Il faut notamment investir dans :

- Les infrastructures énergétiques, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ainsi que dans les technologies durables et sobres en carbone ;
- Les réseaux et les infrastructures de transport ;
- L'éducation et la formation ;
- Le développement des réseaux à large bande ;
- L'innovation industrielle et la recherche-développement ;
- Les services publics, les logements sociaux, les infrastructures et logements pour personnes âgées ;
- Une gestion durable de l'eau.

Le programme des recommandations économiques de la Commission européenne – réductions des dépenses publiques, dérégulation, attaques contre les structures du dialogue social et de la négociation collective, libéralisation et limitation des salaires – ne contribue en rien à stimuler la demande et à favoriser la croissance. De nouvelles initiatives sont nécessaires, et des investissements avant tout, pour dynamiser la demande et créer des emplois de qualité.

« Il est difficile d'imaginer combien de preuves il faudra encore aux décideurs politiques européens avant qu'ils reconnaissent que leur plan de croissance pour la zone euro ne fonctionne pas. »

Editorial du Financial Times, 15/08/2014

« Comme nous l'enseigne le commandement « tu ne tueras point », il nous faut aujourd'hui dire « non » à une économie d'exclusion et d'inégalités. Une telle économie tue. »

Pape François

« Les inégalités grandissantes de revenu inquiètent de plus en plus les gouvernants de par le monde. Durant ces 25 dernières années, les inégalités de revenu se sont creusées dans la plupart des pays avancés et des pays en développement. »

Christine Lagarde, Directrice générale du FMI

« Il a été demandé aux Européens de continuer à faire des sacrifices – baisse des salaires, baisse des prestations sociales, affaiblissement des systèmes de protection sociale, tout cela au nom du sauvetage de l'euro. Un programme différent et beaucoup plus ambitieux est nécessaire. »

Joseph Stiglitz, Nobel Prize winner in Economics

« Le fait que des armateurs et des spéculateurs s'enrichissent toujours plus durant une crise alors que des retraités ne peuvent plus subvenir à leurs besoins n'est pas compatible avec une économie sociale de marché. »

Jean-Claude Juncker, Orientations politiques pour la prochaine Commission européenne

« Une stratégie cohérente de réduction du chômage doit s'accompagner de politiques de soutien tant de la demande que de l'offre, aussi bien dans la zone euro qu'au niveau national. »

Mario Draghi, août 2014

« Le chômage reste notre première préoccupation. »

Conseil européen, juin 2014